

Il y a aujourd'hui dans notre pays 3 millions 500 000 personnes sans logement ou hébergées dans des conditions précaires. La recherche d'un toit pour abriter la famille est un véritable calvaire pour des gens souvent confrontés au problème de l'emploi. La Fondation Abbé Pierre vient de lancer un nouveau cri d'alarme dans son rapport annuel. Son président, Raymond Étienne appelle à mettre fin à une « *situation totalement indigne* ». La question n'est pas tout à fait nouvelle mais le pire c'est qu'elle s'aggrave. Et nous savons que dans ce monde, littéralement délaissé par la société, se trouvent de nombreux Bretons.

J'en parle en connaissance de cause parce que j'en ai fait l'expérience. Quand je suis arrivé dans la région parisienne, j'ai cherché où atterrir. J'ai trouvé une chambre dans un petit hôtel-restaurant tenu par un Breton à La Courneuve. L'accueil était sympathique et l'ambiance au milieu de salariés de l'industrie était chaleureuse. La chambre était dépourvue de tout confort : pas d'eau courante, pas de chauffage, WC dans la cour. Cette situation a duré jusqu'au mariage qui conduit évidemment à la recherche d'un logement. Et là je me suis retrouvé devant un mur. Pas de logement et nous étions des milliers et des milliers en recherche et en attente. La crise du logement était devenue une vraie plaie sociale. C'est à cette époque que l'Abbé Pierre jeta un pavé dans la mare contraignant les pouvoirs publics à prendre en compte la détresse des sans logis. Pour ma part, le hasard d'une chance relationnelle à condition de passer du nord de Paris à l'est, me permit de faire connaissance avec la joie d'un espace bien éclairé, bien chauffé, avec douche et WC. Et en plus un loyer abordable.

La liste des demandes HLM est aujourd'hui encore plus longue qu'à l'époque. Au 1er juillet 2014 on dénombrait 1 million 800 000 inscrits. Cette situation est d'autant plus intolérable que la France dispose des moyens de construire sans avoir recours à l'importation des matériaux nécessaires. La main d'œuvre ne manque pas. Alors qu'est-ce qui bloque ? Une part vient de la volonté d'entretenir la crise pour que les sociétés immobilières puissent continuer à exiger des loyers élevés. Le manque de crédits correspondant aux besoins est un fait patent. D'autant plus injustifiable que les taxes sur la construction rapportent à l'État. Les terrains pour construire ? C'est un faux problème si l'on veut bien réduire la spéculation immobilière. En dernier lieu tout est affaire

de choix : ou décider de mettre fin aux inégalités insupportables que subissent les sans logis et les mal logés en légiférant en leur faveur ou entretenir la crise pour servir les intérêts des bailleurs. Il faut savoir qu'il y a des villes qui ne veulent pas entendre parler de HLM. Il est des élus pour déclarer sans honte leur refus de logements sociaux chez eux. Et les mêmes, la main sur le cœur, se disent adeptes de la trilogie républicaine « *Liberté, Égalité, Fraternité* » !

On retrouve là une forte



observation du rapport : « *Il restera extrêmement difficile d'assurer le droit au logement de tous tant que certains publics seront privés de ressources décentes... Il est socialement insoutenable de*

*laisser dans notre société des centaines de milliers de personnes survivre avec quelques centaines d'euros par mois, voire moins* ».

Les lecteurs de « *Bretagne-Ile de France* » et les adhérents de l'Union des Sociétés Bretonnes d'Ile de France n'auront aucun mal à se retrouver dans les appréciations et les propositions de la Fondation Abbé Pierre concernant le logement. Nous nous retrouvons dans la solidarité nécessaire pour vaincre les obstacles à une approche simplement humaine et familiale de cette question qui gâche la vie de beaucoup de monde.

Les Bretons sont concernés depuis longtemps. Depuis ceux qui arrivaient en charrette à Saint-Denis et ailleurs autrefois pour s'entasser dans des taudis et ceux qui arrivent aujourd'hui en TGV, la question demeure : où trouver un logement accessible ? Aujourd'hui comme hier la solidarité amicaliste peut donner l'occasion de contacts utiles. Elle peut aussi contribuer à une amélioration de la prise en compte à l'échelon local et national d'un besoin vital pour la vie de famille. N'oublions jamais que c'est en se serrant les coudes qu'on peut le mieux faire avancer les bonnes causes.

*Par Jean Le Lagadec*